

TÉLÉTRAVAIL

# EPITECH À LA RESCOUSSE DES TPE-PME

**L**e basculement vers le télétravail généralisé est un véritable choc, selon Emmanuel Carli, directeur général d'Epitech, groupe d'enseignement supérieur spécialisé dans l'informatique : « Dès l'annonce du confinement, nous avons pris conscience que ce serait une catastrophe pour beaucoup de sociétés qui n'ont pas du tout engagé leur transformation digitale. » Dans chacun de ses 13 campus, Epitech a donc décidé de créer une « task force » constituée de deux enseignants et d'une dizaine d'étudiants vo-

lontaires. La procédure mise en place suit trois étapes. D'abord caractériser les besoins exprimés par l'entreprise. « Ils peuvent être très variés, souligne Emmanuel Carli. Certaines structures ont les outils, mais ne savent pas les mettre en œuvre, d'autres ont besoin de pointer l'activité de leurs salariés, d'autres veulent pouvoir travailler collectivement sur des documents, et d'autres encore n'ont aucun moyen de travail collectif à distance. » Une fois ces besoins identifiés, Epitech recherche l'équipe locale

capable de prendre le relais, à charge pour elle d'assurer un suivi.

## **SLACK, TEAMS OU DISCORD ?**

Parmi la vingtaine d'entreprises qui ont déjà fait appel à Epitech figure Vichy Enchères. Avec un effectif de huit salariés, cette maison d'expertise et de ventes aux enchères de meubles anciens et d'instruments de musique n'avait jamais pratiqué le télétravail. « J'attendais du conseil, car je ne connaissais aucun outil de travail à distance, hormis le courrier électronique,

explique Étienne Laurent, le dirigeant de Vichy Enchères. Mon objectif était de trouver un outil pérenne, facile à installer, facile à utiliser, avec lequel nous pourrions communiquer facilement, organiser des réunions régulières et ainsi conserver notre esprit d'équipe. » Après une série de tests, c'est Office365 et Teams qui ont été installés sur les ordinateurs des différents membres de l'équipe. En tout, l'intervention de la « task force » d'Epitech aura à peine duré une semaine. ♦

GILMAR SEQUEIRA MARTINS

## TÉLÉTRAVAIL

EPITECH À LA RESCOUSSE  
DES TPE-PME

Le basculement vers le télétravail généralisé est un véritable choc, selon Emmanuel Carli, directeur général d'Epitech, groupe d'enseignement supérieur spécialisé dans l'informatique : « Dès l'annonce du confinement, nous avons pris conscience que ce serait une catastrophe pour beaucoup de sociétés qui n'ont pas du tout engagé leur transformation digitale. » Dans chacun de ses 13 campus, Epitech a donc décidé de créer une « task force » constituée de deux enseignants et d'une dizaine d'étudiants vo-

lontaires. La procédure mise en place suit trois étapes. D'abord caractériser les besoins exprimés par l'entreprise. « Ils peuvent être très variés, souligne Emmanuel Carli. Certaines structures ont les outils, mais ne savent pas les mettre en œuvre, d'autres ont besoin de pointer l'activité de leurs salariés, d'autres veulent pouvoir travailler collectivement sur des documents, et d'autres encore n'ont aucun moyen de travail collectif à distance. » Une fois ces besoins identifiés, Epitech recherche l'équipe locale

capable de prendre le relais, à charge pour elle d'assurer un suivi.

## SLACK, TEAMS OU DISCORD ?

Parmi la vingtaine d'entreprises qui ont déjà fait appel à Epitech figure Vichy Enchères. Avec un effectif de huit salariés, cette maison d'expertise et de ventes aux enchères de meubles anciens et d'instruments de musique n'avait jamais pratiqué le télétravail. « J'attendais du conseil, car je ne connaissais aucun outil de travail à distance, hormis le courrier électronique,

explique Étienne Laurent, le dirigeant de Vichy Enchères. Mon objectif était de trouver un outil pérenne, facile à installer, facile à utiliser, avec lequel nous pourrions communiquer facilement, organiser des réunions régulières et ainsi conserver notre esprit d'équipe. » Après une série de tests, c'est Office365 et Teams qui ont été installés sur les ordinateurs des différents membres de l'équipe. En tout, l'intervention de la « task force » d'Epitech aura à peine duré une semaine. ♦

GILMAR SEQUEIRA MARTINS

## NOMINATIONS

## WENDEL

ALEXINA PORTAL,  
DIRECTRICE DES RESSOURCES  
HUMAINES

Basée à Paris, Alexina Portal succède à Marie-Hélène Dorot à la direction des ressources humaines de la société d'investissement Wendel et devient, à ce titre, membre du comité de gestion du groupe. Après un doctorat en organizational behavior de l'Insead, elle a occupé des fonctions financières chez Unisabi et Teneco, avant de diriger le marketing et la communication Europe du Sud d'Oracle et de PeopleSoft, puis de rejoindre Eurivare, en 2002, en tant que directrice de la stratégie marketing et de la communication. Depuis 2004, elle intervenait comme directrice de programmes de transformation des organisations auprès de diverses entités et dans des secteurs aussi variés que l'industrie (plastique, packaging, câblage, cosmétique, agro-alimentaire), les services (audit, communication, consommation) ou les systèmes d'information (éditeurs, distributeurs, conseil). ♦

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

THIBAUT GUILLUY,  
HAUT-COMMISSAIRE  
À L'INCLUSION DANS L'EMPLOI  
ET À L'ENGAGEMENT  
DES ENTREPRISES

Fort d'une expérience de vingt ans dans l'inclusion avec la création d'une dizaine d'associations et d'entreprises sociales, Thibaut Guilluy a été nommé haut-commissaire à l'inclusion dans l'emploi et à l'engagement des entreprises, auprès de Muriel Pénicaud, ministre du Travail, le 18 mars dernier. Il animera l'ensemble des politiques conduites en matière d'insertion par l'activité économique, d'emploi des personnes handicapées, d'engagement des entreprises en matière d'inclusion et d'innovation sociale en matière d'emploi. Il assurera, par ailleurs, la conception et le déploiement du service public d'insertion et d'emploi en lien avec le ministère des Affaires sociales et les administrations compétentes. Diplômé de l'ESCP Europe, Thibaut Guilluy est également, depuis 2018,

fondateur et président du French Impact (rattaché au ministère de la Transition écologique et solidaire) et président du Conseil de l'inclusion dans l'emploi, placé auprès de la ministre du Travail. ♦

FFB (FÉDÉRATION  
FRANÇAISE DU BÂTIMENT)OLIVIER SALLERON,  
PRÉSIDENT

À compter de juin, Olivier Salleron assurera la présidence de la Fédération française du bâtiment (FFB), succédant ainsi à Jacques Chanut. Diplômé de l'École supérieure d'informatique et de gestion (ESIG Bordeaux), il dirige, depuis 1993, une entreprise de chauffage et plomberie à Périgueux. Il est également à la tête de la fédération de Nouvelle-Aquitaine au sein de la FFB depuis 2017. ♦

## IRLANDE

## BRAS DE FER DANS LE BÂTIMENT

Même si le gouvernement annonce de nouvelles mesures plus restrictives pour lutter contre l'épidémie de coronavirus, la fédération irlandaise du bâtiment veut continuer à faire travailler ses ouvriers. « Il s'agit d'honorer les contrats », estiment les employeurs. Vent debout, la branche bâtiment du syndicat Unite réclame au contraire de

la part du gouvernement une fermeture de tous les chantiers dans le pays, assortie d'un programme de compensation des salaires déjà proposé par les syndicats. Ils se fondent sur l'initiative danoise, qui a fait l'objet d'un accord entre employeurs, syndicats et gouvernement, et prévoit, pour trois mois à partir du 9 mars, que l'État paie 75 % du montant des salaires, les 25 % restants étant à la charge des employeurs. En

Irlande, un tel schéma pourrait cibler les sociétés directement affectées par l'épidémie, de même que celles qui doivent, selon les instructions des autorités, cesser leurs activités. Tous les salariés, à plein temps, partiel et en intérim, seraient concernés. Pour l'heure, cependant, « quelque 150 000 ouvriers de la construction ne sont pas en sécurité, du fait que la distanciation sociale ne peut pas y être appliquée, fait valoir

Unite. Avec pour conséquence une propagation plus grande du virus ». Tom Fitzgerald, qui est à la tête de Unite pour le bâtiment, s'inquiète en outre qu'en cas de détérioration de la situation sanitaire, des employeurs responsables choisissent de fermer leurs chantiers, tandis que d'autres les laisseraient ouverts, créant par là même une concurrence déloyale, sans oublier les risques pour la santé des citoyens. ♦ LYS ZOHIN

## BRÉSIL

BOLSONARO FAIT MARCHÉ  
ARRIÈRE SUR LA RÉDUCTION  
DES SALAIRES

Face à la grogne populaire et la fronde parlementaire, le président Jair Bolsonaro a dû retirer la proposition de loi qu'il avait faite le 19 mars, permettant aux entreprises de réduire de moitié le salaire de leurs employés, qui travaillent moins du fait de la progression de l'épidémie de coronavirus dans le pays. L'actuel gouvernement mettait en avant le fait que cette mesure, qui devait toutefois faire l'objet d'une négociation individuelle avec le salarié, sauverait des emplois. Ceux qui ne touchaient que le salaire minimum avaient cependant été exclus de la mesure proposée... ♦

## QATAR

LES SALARIÉS ÉTRANGERS  
POURRONT RENTRER  
CHEZ EUX

Le petit émirat, qui espère accueillir la coupe du monde de football de 2022, veut montrer qu'il est moderne et protège tous les salariés, même étrangers. Un premier assouplissement, en 2018, éliminant l'obligation de demander à l'employeur la permission de sortir du pays, ne s'appliquait cependant pas aux personnels de maison, ni à ceux qui travaillaient dans l'administration et encore moins aux salariés du secteur agricole et pétrolier. Sur fond de crise sanitaire, il s'étend désormais à tous depuis jeudi dernier. La demande de visa de sortie est supprimée et appliquée dans tous les secteurs, « sauf à 5 % des salariés, qui devront continuer de soumettre une demande à leur employeur pour obtenir un visa de sortie », a précisé le ministère des Affaires étrangères. ♦

## NIGÉRIA

DIFFICILE DE TÉLÉTRAVAILLER  
SANS CONNEXION

Alors que l'Afrique est elle aussi touchée par l'épidémie de coronavirus, le télétravail s'impose. Mais comment faire lorsque l'électricité fait défaut une partie du temps et que les connexions Internet sont au mieux irrégulières ? Même si les salariés décident d'acheter un générateur, rien ne garantit les connexions Internet. Pourtant le télétravail aurait, au-delà de la lutte contre l'épidémie, un avantage de taille. À Lagos, par exemple, la plus grande ville du continent, avec quelque 20 millions d'habitants, les salariés passent un temps fou dans les embouteillages chaque matin et chaque soir pour aller travailler. Mais c'est au bureau qu'ils bénéficient d'un accès à Internet et à l'électricité. ♦

## ÉTATS-UNIS

## C'EST DIEU QUI DÉCIDE !

Alors que nombre de magasins considérés comme non essentiels ferment leurs portes outre-Atlantique, Hobby Lobby fait exception. La chaîne, spécialisée dans le matériel destiné notamment à la broderie et au tricot, a décidé de rester ouverte. La raison ? Le PDG de l'entreprise, David Green, chrétien ultraconservateur, l'a expliqué à ses employés. Sa femme a reçu un message de Dieu, lui enjoignant de s'en remettre à lui uniquement. « Il est en charge », a-t-il déclaré. L'homme dont la fortune s'élèverait à plus de 6 milliards de dollars a aussi prévenu ses salariés dont la plupart ne bénéficient pas de congés maladie payés, qu'ils devraient « se serrer la ceinture » dans les mois qui viennent. La société avait déjà fait parler d'elle en 2014, en refusant d'obéir à une injonction du gouvernement fédéral, imposant le remboursement de la contraception dans sa couverture santé. ♦